L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.
JEUDI, 20 DECEMBRE 1894.

PETITES ANNONCES.

A LOUER.

A LOUER—Une maison rue Marais, près Bayou, 256. Adresse : Spear & Escoffier. 19 déc—20 23

DEMANDES.

DEMANDE—Un Français comme commis pour épicerie et buvette. Adresser Maison et No Philippe.

DEMANDE—Vieux timbres de poste, français et américains, sur enveloppe. S'adresser à Timbres, P. O. Draw 143. 15déc—77

ANNONCES JUDICIAIRES.

ANNONCE JUDICIAIRE

Succession de Charles Patterson McCan.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—District Court—No 61,811.

Attendu que Mme Mary Tobin Stumpel, de Brooklyn, Kings County, Etat de New York, a présenté une requête Mme Elizabeth McCan Fanny Tobin McCan, Charles Patterson McCan et David Chambers McCan, à fin d'application dans cette cause pour l'interlocution de prendre possession de et transférer de l'Etat de la Louisiane la propriété appartenant aux dits mineurs.

Avis est par le présent donné à qui de droit qu'aucune des raisons pour lesquelles dans les trente (30) jours à partir de la première publication de cet avis, pourquoi l'application de la dite requête ne serait pas accordée.

Par ordre de la Cour.

(Signé) EUG. D'HERTÉ.
Député Greffier
Nouvelle Orléans, le 19 décembre 1894.
20 déc—97 mercr

PAR LE CONSTABLE.

E. Fernandez vs J. Herbst.

DEUXIEME COUR DE CITE DE LA Nouvelle-Orléans — No 21,633. — En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. Ernest Morel, juge de la deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, je procéderai à la vente à l'enchère publique à la vacherie de ploignant, ancien No 391 Ruelle Dumaine, entre Dabigny et Mont Eomar, dans le Deuxième District de cette Ville le SAMEDI 23 décembre 1894, à 11 heures A M de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un cheval, deux vaches laitières
Sain dans l'affaire ci-dessus instituée et pour les frais de l'exécution.
Conditions—Comptant sur les lieux.
P. AD. FORTIER, Constable de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle Orléans.
14 déc—14 21 28

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de contenu et installations d'un café et salon d'un lot de meubles, d'un coffre-fort, etc.

Hermann & Lanata vs. George G. Voltier.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans, No 44,480 — En vertu d'un ordre de vente à moi donné le 12 décembre 1894, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la Paroisse d'Orléans dans l'affaire ci-dessus intitulée, je procéderai à la vente à l'encan, sur les lieux ci-après désignés, le LUNDI, 24 décembre 1894, à 10 30 heures A. M., de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Au local cette des rues Toulouse et Bourbon—Le contenu et installations, etc., du café, consistant des comptoirs, étagères, armoires, tables, chaises, coffre-fort, pupitres, caisse, cash register, chandeliers; aussi : verrerie, faïence, liqueurs, vins, whiskey, liqueurs, cigares, etc.; aussi un lot de meubles, etc. Le tout saisi d'après exécutorial et enregistré en mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
VICTOR MAUBERRET,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans
15déc—13 17 20 24

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de N. D. Wallace.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 43,425—Division C. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte provisoire présenté par Mme Cornélie C. Wallace, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

A. V. FLOTTE,
Greffier.

20 déc—20 23 29

Succession de Thomas F. Sherlock.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 44,601—Division D—Attendu que Mary Alice Gonzales, veuve de Thomas F. Sherlock, a présenté une requête à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Thomas F. Sherlock, décédé intestat ; par ce par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

A. V. FLOTTE,
Greffier.

19 déc—19 23 28

Succession de E. F. Wiggin.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 40,788—Division D.

Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'il en est) pour lesquelles le compte final présenté par Julia Colburn Wiggin, comme exécutrice testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué, et les fonds dûs distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

A. V. FLOTTE,
19déc—19 23 28
Greffier.

Succession de Jean D'Hérété et Marie Louise Soudan, sa femme.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 44,275—Division A. Attendu que Mme Victorine D'Hérété, veuve Pierre Arrieux, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de Jean D'Hérété et Marie Louise Soudan, sa femme, décédés intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

A. V FLOTTE,
18 déc—18 22 27
Greffier.

Succession de Patrick Carbrey et sa femme, Ann Carbrey.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 44,484—Division A—Attendu que Mary Markey (née Whittle), femme de Patrick Markey, a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Patrick Carbrey et sa femme Ann Carbrey, décédés intestats ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

A. V FLOTTE,
18 déc—18 22 27
Greffier.

Succession de Maurice G. Hughes.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 40,361—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte provisoire présenté par Mme Victoria Hughes, exécutrice testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

A. V. FLOTTE,
18déc—18 22 27
Greffier.

Succession de J. F. Jarowek.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 44 511—Division C—Attendu que J. M. Winet, administrateur public, a présenté sa requête à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu J. F. Jarowek, décédé intestat ; par ces présentes avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

A. V. FLOTTE,
11 déc—11 15 20
Greffier.

Succession de Edward Harvey.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 44,515—Division D—Attendu que Alfred Harvey a présenté sa pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administrateur dans la succession de feu Edward Harvey, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

A. V. FLOTTE,
12 déc—12 16 21
Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE, Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—Il certifie par le présent que le testament fait le 7 décembre 1894, jugement a été rendu dans cette Cour dans l'affaire ci-dessus intitulée, dans les mots et termes suivants, à savoir :

Mme Chas M. Moore vs. Wm. Newman, Mary Newman, sa mari.

No 43,100—Div. C.

Sur la motion de Hart & W. Newman, Esq., Avocat de la dite demanderesse et ce sur la preuve valable de ce demandé et la loi et l'évidence étant en sa faveur.

Il est ordonné, adjugé et décrété que le jugement par défaut enregistré ici le 9 juillet 1894 soit confirmé et qu'il y a jugement en faveur de la dite Demanderesse Mme Elizabeth Moore, épouse de Charles M. Moore, et contre le défendeur Charles M. Moore, non opérant, pour le montant de Cinq Mille (5000) Dollars, avec reconnaissance de son privilège, sous la Loi, sur toutes ces propriétés immobilières et personnelles, présentes et non présentes appartenant et dûes à ce moment à ce défendeur et de même exigibles par exécution et saisie et vente de la propriété ci-dessus décrite, à savoir :

Un lot de terre situé en cette Ville, dans l'Arrondissement Carondelet, dans la Deuxième Section de cette Ville, borné sur le front Nord-Est par la rue Carondelet, sur le front Sud-Ouest par la rue Clio, sur le côté Nord-Ouest par le lot appartenant à Mme Louise Foudal, et sur le côté Sud-Est par le lot appartenant à Mme Louise Foudal, ce dernier lot ayant front sur la rue Carondelet de 30 pieds et une profondeur entre lignes parallèles de 120 pieds, le lot présentement vendu ayant 30 pieds de front sur la rue Carondelet sur une profondeur entre lignes parallèles de 120 pieds, le tout conformément à un plan de Thomas Allen, Arpenteur, en date du 15 Mai 1875, enregistré dans le Bureau des Archives de cette Ville, le tout avec les améliorations et dépendances y attachées.

Et il est ordonné, adjugé et décrété que le jugement par défaut enregistré ici le 9 juillet 1894 soit confirmé et qu'il y a jugement en faveur de la dite demanderesse Mme Elizabeth Moore, épouse de Charles M. Moore, et contre le défendeur Charles M. Moore non opérant, pour le montant de Cinq Mille (5000) Dollars, avec reconnaissance de son privilège, sous la Loi, sur toutes ces propriétés immobilières et personnelles, présentes et non présentes appartenant et dûes à ce moment à ce défendeur et de même exigibles par exécution et saisie et vente de la propriété ci-après